



**C\_2016\_090**

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

**SÉANCE DU JEUDI 30 JUIN 2016**

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Prévention et Valorisation des  
déchets

*L'an deux mille seize le trente juin à dix sept heures trente, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	55

**Objet de la  
délibération:**  
**Gestion des déchets  
verts - Appel à projet  
Conseil régional et  
Ademe**

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Jutta AUGUIN, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, Florence LEROUX, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Alain PARLANTI pouvoir à Nathalie GONZALES, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Bernard CHARDES pouvoir à Sylvain SENES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOIS pouvoir à Frédéric MARCEL, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Christine PREMOSELLI pouvoir à Florence LEROUX, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

**ABSENT(S) :**

Richard STRAMBIO, Gilbert BOUZEREAU, Alain HAINAUT, Grégory LOEW, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Francine REGAZZETTI, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Marie-Christine GUIOL

**RAPPORTEUR :** Madame Liliane BOYER

Transmis le : .....

**Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982**

La Communauté d'Agglomération Dracénoise a réalisé en 2014 un schéma directeur des déchèteries communautaires, qui répond à l'objectif de capter dans son réseau de déchèteries 10 000 tonnes supplémentaires par an (soit 50% en plus d'apports), afin de se rapprocher des performances moyennes nationales.

La gestion des déchets verts est une des problématiques évoquées. En effet, depuis l'interdiction de brûler, réaffirmée en 2013, les apports en déchèterie ne cessent de croître : de 4600 T en 2012 à 8600 T en 2015, soit une augmentation de 87 % des apports en 3 ans avec les conséquences suivantes :

- augmentation du budget de transport et de traitement ;
- saturation des volumes de caissons dédiés ;
- encombrement des déchèteries.

Fort de ce constat, il a été décidé de reconsidérer la gestion des déchets verts en organisant leur broyage avant transport et en développant un nouveau service de broyage à domicile organisé par les communes.

Les objectifs de ces mesures sont :

- d'optimiser le transport des déchets verts, avec un gain estimé de 180 000 km par an ;
- de lutter contre le brûlage sauvage et contenir les apports en déchèterie en proposant un service de broyage à domicile ;
- des économies sur les coûts de transport et de traitement de ces déchets, estimées à environ 100 000 € par an.

Sur le budget 2015, 150 000 € ont déjà été investis dans ce projet, pour l'aménagement d'une plate forme de regroupement à la déchèterie des Arcs-Taradeau consistant en une aire bitumée de 1 200 m<sup>2</sup> et l'agrandissement de l'entrée pour permettre le passage des poids lourds.

Grâce à ces premiers travaux, le broyage des déchets verts a débuté dès ce mois de juin, en optimisant l'utilisation du broyeur fixe déjà présent à la déchèterie.

Pour augmenter les tonnages à broyer, des mesures incitatives sont mises en œuvre :

- incitation tarifaire : 40 €/T de déchets verts aux Arcs-Taradeau, contre 80 €/T dans les autres déchèteries ;
- facilité de dépotage (en alvéole ou au sol) ;
- mise à disposition gratuite et illimitée de broyat.

Afin de lutter contre le brûlage sauvage, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) et le Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur ont lancé en février 2016 un nouveau dispositif d'aides afin de soutenir les efforts des collectivités qui développent de nouveaux services, à raison d'un maximum de 60% des dépenses éligibles pour les investissements matériels et 80% pour les dépenses relatives aux études, animation, formation. Les travaux de la plate forme ne peuvent être considérés par cet appel à projet, car ils ont déjà été réalisés.

Néanmoins, l'acquisition de deux broyeurs mobiles, l'un destiné au broyage en déchèterie, et

l'autre mis à la disposition des communes afin de développer un nouveau service de broyage à domicile répond aux critères de cet appel à projet.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission « Gestion et valorisation des déchets » réunie le 10 mars 2016, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir autoriser Monsieur le Président à :

- solliciter des subventions les plus élevées possibles auprès de l'ADEME et du Conseil régional pour l'acquisition des broyeurs mobiles ;
- signer tous les documents afférents à ce dossier.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 30 juin 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.